

Syrie/Conflit Hécatombe à Alep

AFP

Alep/Syrie

53 civils ont été tués dans la seule journée d'hier, alors que le régime prépare une offensive en vue de reconquérir la province.

LA ville septentrionale d'Alep a connu hier sa journée la plus meurtrière en une semaine avec 53 civils tués dans des combats alors que le régime syrien se prépare à lancer une offensive pour reconquérir la province du même nom.

"Il est temps de lancer la bataille pour la libération complète d'Alep", a annoncé hier à Damas al-Watan, un quotidien bien informé et proche du pouvoir.

"Ce n'est pas un secret que l'armée syrienne et ses alliés ont préparé cette bataille décisive pour purifier Alep des terroristes", assure le journal dans son éditorial. Le régime syrien désigne par "terroristes" tous ses opposants armés.

L'objectif du président Bachar al-Assad est de reprendre la partie d'Alep aux mains des rebelles qui lui échappe depuis quatre ans. La deuxième ville du pays est en effet divisée depuis juillet 2012 entre les quartiers gouvernementaux à l'ouest et ceux contrôlés par les insurgés à l'est.

La situation à Alep préoccupe fortement l'émissaire de l'Onu pour la Syrie, Staffan de Mistura, qui a appelé la Russie et les Etats-Unis, parrains d'une trêve entrée en vigueur le 27 février mais bien mal en point aujourd'hui, à prendre une "initiative urgente".

"PIRE JOURNEE"• Hier, au moins 53 civils sont morts à Alep. Trente-et-un d'entre eux, dont trois enfants, ont été tués par des frappes aé-



Photo : AFP

La ville d'Alep a vécu sa pire journée hier depuis cinq ans. Les bombardements, qui n'ont épargné aucun immeuble dans certains quartiers, ayant fait 53 morts parmi les civils.

riennes du régime contre les quartiers rebelles. 22 personnes, dont deux enfants, ont péri dans des bombardements rebelles contre cinq quartiers gouvernementaux, a précisé l'Observatoire syrien des droits de l'Homme.

Au total, les bombardements à Alep ont fait plus de 200 morts et des centaines de blessés en une semaine, selon l'OSDH.

Dans le quartier de Boustane al-Qasr, un correspondant de l'AFP a constaté que tous les immeubles visibles avaient été touchés. "Aujourd'hui, c'est tout le quartier qui a été dévasté par les avions", a témoigné un habitant.

"C'est la pire journée à Alep depuis cinq ans. Le régime n'a pas épargné un seul quartier", a affirmé un résident.

Pour le Comité international de la Croix Rouge, Alep est désormais "aux portes d'un désastre humanitaire". "Où que vous alliez, vous entendez les explosions de mortiers, les bombardements et le vol des avions", selon Valter Gros, le représentant du CICR dans la ville. "Les habitants vivent sur le fil du rasoir. Tous craignent pour leur vie et personne ne sait ce qui va advenir".

Mercredi, les raids avaient déjà causé la mort de 30 personnes, dont le dernier pédiatre exerçant dans le secteur rebelle d'Alep, selon la défense civile.

"REVOLTANT"• Ces frappes du régime ont notamment visé l'hôpital Al-Quds, où de nombreux civils, mais aussi des médecins et des infirmiers, ont été tués, selon les secouristes connus sous le nom de Casques blancs.

"Nous ne pouvons pas identifier (tous les corps). Certains sont carbonisés, d'autres n'ont plus de tête ou ont le visage totalement défiguré", a indiqué l'un d'eux.

Médecins sans frontières, qui soutenait l'hôpital, a condamné cet acte "révoltant ayant encore visé un centre de santé en Syrie". Cet établissement était "le principal centre pédiatrique de la région" et "employait huit médecins et 28 infirmières", a précisé l'ONG, en rappelant que le droit international interdit de prendre les hôpitaux pour cible.

Un porte-parole du Haut comité des négociations (HCN), qui regroupe les principaux représentants de l'opposition et de la rébellion syriennes, Salem al-Meslet a dénoncé

dans un communiqué une "attaque cruelle qui est un message que le régime d'Assad refuse de mettre fin aux souffrances du peuple syrien".

Dans ce conflit très complexe qui se focalise actuellement dans la province d'Alep, 53 rebelles, notamment islamistes, et 11 combattants des Forces démocratiques syriennes (alliance arabo-kurde) ont par ailleurs été tués dans des combats dans la zone de Tal Rifaat, une ville contrôlée par les Kurdes.

Dans ce contexte, Staffan de Mistura a réuni hier le Groupe de travail sur l'accès humanitaire et le Groupe international de soutien à la Syrie (GISS), composé de 17 pays sous la co-présidence de la Russie et des Etats-Unis.

A l'issue de la réunion, l'Onu a averti que des centaines de milliers de Syriens risquaient de ne plus pouvoir recevoir d'aide d'urgence si les combats se poursuivaient.

"Les enjeux sont incroyablement élevés pour les prochaines heures et prochains jours (...) car il y a tant de vies humaines dans la balance", a dit Jan Egeland, qui dirige le Groupe de travail humanitaire.

Selon lui, des convois d'aide ont pu être acheminés dans plus de 52% des zones assiégées, ce qui a permis d'accéder à 255 000 personnes.

Mais 35 localités, où vivent quelque 905 000 personnes, ne peuvent toujours pas être visitées par les agences d'aide, a regretté M. Egeland.

Le patron des opérations humanitaires de l'Onu Stephen O'Brien a pressé pour sa part hier les belligérants et la communauté internationale, en particulier Washington et Moscou, de sauvegarder le cessez-le-feu en Syrie afin de "mettre fin à des souffrances massives".

France/Politique

Violents affrontements pendant des manifestations

AFP

Paris/France

Bilan : plusieurs blessés graves. Mais aussi des dizaines d'interpellations.

DE violents affrontements ont éclaté hier dans plusieurs villes de France, avec à la clé des blessés graves et des dizaines d'interpellations, en marge de manifestations qui ont rassemblé au moins 170 000 salariés et étudiants contre un projet de loi sur le travail.

Le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve a annoncé que 24 membres des forces de l'ordre avaient été blessés – dont trois "très grièvement" – dans ces violences qui ont également fait des blessés parmi les manifestants. 124

personnes ont été interpellées, a-t-il ajouté.

Les auteurs de ces actes, qualifiés de "minorité d'irresponsables" par le Premier ministre Manuel Valls, "devront rendre compte devant la justice", a souligné ce dernier dans un message posté sur Twitter.

Condamnant "très fermement ces violences", le président du principal syndicat d'étudiants, l'Unef, William Martinet, a déploré "un usage disproportionné de la force par la police".

Près de 170 000 personnes selon les autorités (500 000 selon un syndicat) ont manifesté dans une quarantaine de villes pour réclamer le rejet d'un texte "inacceptable" à leurs yeux.

C'est le quatrième mouvement de ce type en deux mois. La journée avait valeur de test

pour mesurer la détermination des opposants à cette dernière réforme importante du quinquennat du président socialiste François Hollande, à un an d'une élection présidentielle qui s'annonce particulièrement difficile pour la gauche au pouvoir.

L'affluence hier était moindre que pendant les précédentes manifestations, mais les opposants à la loi de la ministre du Travail Myriam El Khomri ont déjà prévu de se faire entendre à l'occasion des traditionnelles manifestations du 1er mai, ainsi que le 3 mai, à l'ouverture du débat parlementaire.

Jean-Claude Mailly, numéro Un du syndicat Force ouvrière, assure néanmoins que la mobilisation "ne s'essouffle pas".

Un sondage semble le conforter puisque 78% des Français

estiment qu'il y a "un risque élevé d'explosion sociale".

Les opposants demandent le retrait pur et simple de ce texte qui vise à donner plus de souplesse aux entreprises, notamment en matière d'aménagement du temps de travail, et à clarifier les règles de licenciement économique. Malgré quelques évolutions, le projet reste perçu par ses opposants comme trop favorable aux employeurs et facteur de précarité pour les salariés, jeunes en tête.

Outre les manifestations partout en France, des arrêts de travail ont entraîné quelques perturbations dans les transports. Quelque 20% des vols ont été annulés à l'aéroport parisien d'Orly et quelques autres retardés à celui de Roissy.



Menu du jour 12 000
1 entrée + 1 plat + 1 dessert

Vendredi

Mix grill et Orchestre

- 27 000 adultes
- 17 000 enfants

Dimanche

Formule petit déjeuner 10 000

Buffet Familial :

- 27 000 adultes
- 17 000 enfants

Tél. : 07 17 17 77 - 05 08 88 88

CASINO CROISSETTE
LE LOUNGE & LES JEUX

Happy Hours
c'est tous les jours
de 18h à 21h



les jeudis et les dimanches
Happy Hours toute la nuit
Sauf soirée spectacle ou veille de fête

POUR VOS PUBLICITÉS Contacts :
Tél : 04 10 03 91
07 17 34 20

